

# **Une réflexion critique sur la participation aux processus internationaux d'élaboration des politiques forestières**

Note d'information du WRM

## Une réflexion critique sur la participation aux processus internationaux d'élaboration des politiques forestières

Note d'information du WRM

Cette note d'information est la deuxième d'une série basée sur un document de travail plus long rédigé au cours de la période 2019-2021 par Larry Lohmann, membre du comité consultatif du WRM. Ce document de travail s'appuie sur des contributions issues d'entretiens avec plusieurs militants de terrain, le comité consultatif et le secrétariat international du WRM. Il s'agit d'une réflexion critique du WRM sur lui-même et son travail passé, présent et futur autour des forêts, de la déforestation et de sa participation aux processus, initiatives et forums axés sur la politique forestière internationale. Ce document de travail peut être consulté [ici](#).

Mouvement mondial pour les forêts tropicales  
Octobre 2022



### Mouvement mondial pour les forêts tropicales

-  Av Bolivia 1962 BIS  
CP 11500 – Montevideo, Uruguay
-  +598 2605 6943
-  [wrm@wrm.org.uy](mailto:wrm@wrm.org.uy)
-  [www.wrm.org.uy/fr](http://www.wrm.org.uy/fr)

# Indice

**Une réflexion critique sur la participation aux processus internationaux d'élaboration des politiques forestières.....4**

**Le monde des décideurs.....4**

**Faut-il fournir des informations et des recommandations aux décideurs politiques ?.....7**

**Quels sont les dangers de la participation à de tels forums politiques ?.....10**

**Comment le travail sur les politiques peut-il être intégré dans une stratégie politique plus globale ?.....13**

**Remarques de conclusion.....21**

# Une réflexion critique sur la participation aux processus internationaux d'élaboration des politiques forestières

La dernière grande initiative internationale visant à analyser les causes profondes de la déforestation a eu lieu il y a plus de 20 ans avec une participation significative de groupes de la société civile. Ce processus conduit par l'ONU a abouti au rapport final « S'attaquer aux causes profondes de la déforestation » en 1999, qui comprenait une liste de recommandations politiques, afin que les décideurs des sphères internationales concernées puissent formuler des politiques pour s'attaquer aux causes identifiées.

Cependant, une analyse récente produite par le WRM montre que plus de 20 ans plus tard, ces recommandations politiques ont été largement ignorées. En fait, à bien des égards, les causes de la déforestation ont été renforcées et de nouvelles causes peuvent être ajoutées à la liste.

Ce document d'information vise à réfléchir sur la participation des mouvements sociaux, des ONG et des militants de terrain aux processus internationaux d'élaboration des politiques forestières, en particulier, sur les problématiques et questions suivantes : de quoi s'occupe le monde des décideurs ? ; les groupes de la société civile devraient-ils continuer à fournir aux décideurs politiques des informations et des recommandations ? ; quels sont les dangers de participer à de tels forums politiques ? ; comment le travail politique peut-il être intégré dans une stratégie politique plus globale ?

## Le monde des décideurs

Les décideurs politiques ne sont pas des réceptacles vides qui attendraient d'être « remplis » des connaissances des mouvements populaires, des intellectuels et des ONG, qu'ils appelleraient ensuite pour décider des bons leviers à utiliser pour apporter des changements positifs.

Tout d'abord, comme les militants de terrain, les décideurs politiques insistent pour réinterpréter et déployer les informations qui leur sont données afin de les mettre en conformité avec les engagements et les compréhensions qu'ils ont déjà. Mais ces engagements et ces compréhensions sont différents de ceux, par exemple, des militants de terrain.

Les militants de terrain pourraient essayer – par exemple – de donner un sens aux informations sur la lutte contre un barrage sur un autre continent en examinant si ses stratégies pourraient être adoptées dans leur propre contexte sous une forme modifiée.

En revanche, les décideurs politiques seraient plus susceptibles de traiter ces informations comme un avertissement sur les types de résistance que l'on peut s'attendre à trouver contre des barrages locaux et comme une incitation à définir des moyens de la réprimer, de la contenir ou de transiger avec elle à l'avance.

Cette divergence est tout à fait naturelle. Alors que les militants de terrain pourraient essayer, par exemple, de construire des alliances démocratiques pour protéger l'eau, il est beaucoup plus probable que les décideurs soient payés pour veiller à ce que les investissements de l'État dans l'hydroélectricité puissent être défendus.

Les décideurs politiques ont également tendance à être plus désireux que les communautés forestières d'utiliser les informations qui leur sont données pour renforcer les lubies institutionnalisées que de rejoindre des luttes pour la justice envers les populations forestières.

Par exemple, la plupart des décideurs politiques font confiance à l'économie classique – un domaine qui, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, s'organise autour de fantasmes dépeignant un monde « d'échange entre égaux ».

Dans ce monde imaginaire, l'exploitation du travail n'existe pas, le racisme et le patriarcat sont des accidents qui n'ont rien à voir avec la production, la nature est constituée de « ressources » qui sont par principe inépuisables

ou remplaçables, la richesse est due à l'ingéniosité et à la discipline des propriétaires et des dirigeants, et tous les problèmes ou contradictions sont des « exceptions » à un équilibre sous-jacent.

Peu importe que ces fantasmes puissent paraître invraisemblables, la plupart des décideurs sont déterminés, dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, à les préserver en réinterprétant la critique des mouvements de terrain comme un simple appel à une « réforme » d'un système fondamentalement non oppressif, non basé sur l'exploitation. Cela signifie également que les deux groupes agiront de manières différentes en se basant sur les mêmes informations.

Deuxièmement, les décideurs politiques ne sont pas, en réalité, ceux qui définissent à quoi va ressembler l'avenir. En réalité, ils ne disposent que de très peu de ces leviers de pouvoir symboliques. Même s'ils étaient payés ou motivés pour d'autres raisons à soutenir les mouvements populaires et protéger les forêts, et s'ils recevaient toutes les informations pertinentes sur les causes profondes de la destruction des forêts, ils auraient peu de moyens d'agir à partir de ces informations. La plupart des gens ne voudraient même pas particulièrement qu'ils aient un accès privilégié ou incontestable à de nombreux leviers de pouvoir.

Comme les militants de terrain, les décideurs sont généralement bien conscients de ces limites. Ils savent que le pouvoir des États et des organisations internationales, et donc de toutes les politiques qu'ils pourraient élaborer, est toujours limité par de nombreux facteurs.

On trouve parmi ceux-ci la nécessité d'organiser des subventions aux ressources naturelles pour le capital et de créer et de maintenir des coalitions avec des partis politiques puissants, des groupes religieux, des organisations de la société civile, des associations d'entreprises, des financiers, etc.

Les décideurs politiques ne peuvent pas simplement décider tout seuls de prendre au sérieux les causes profondes de la déforestation et de la dégradation des forêts s'il n'y a pas de mouvements populaires puissants

obligeant leurs patrons et leurs grandes institutions politiques à le faire.

Ils comprennent qu'en l'absence de tels mouvements, ils perdraient leurs postes s'ils essayaient d'agir trop vigoureusement contre les impératifs de déforestation du capital. Cela mettrait ensuite en péril leur prestige, leurs moyens d'existence et le bien-être de leurs familles.

Enfin, prendre des mesures efficaces contre les causes profondes de la déforestation perturberait les fantasmes qui structurent les institutions qui emploient ces décideurs et les empêcheraient de profiter du fruit du travail de toute une vie.

## **Faut-il fournir des informations et des recommandations aux décideurs politiques ?**

Même s'il existe des « lacunes » dans les connaissances des décideurs sur ces causes sous-jacentes, il n'est pas nécessairement utile de « combler » ces lacunes avec une publication comme « S'attaquer aux causes profondes de la déforestation » parue en 1999. En effet, cela peut même parfois être négatif, sauf si cela est accompagné d'actions basées sur une compréhension profonde et réaliste de la façon dont les décideurs politiques sont susceptibles de réagir (ou non) aux informations, de la façon dont les mouvements populaires pourraient réagir à cette réaction, de la façon dont les décideurs politiques pourraient réagir (ou non) à cette réponse à leur tour, et ainsi de suite.

Cela nécessite à son tour une solide compréhension des possibilités dont disposent les mouvements populaires pour exercer une pression sur les décideurs, leurs supérieurs, leurs mécènes et leurs opposants, autrement qu'en leur fournissant simplement des informations - ou en en fournissant aux leaders d'opinion, chercheurs ou lobbyistes sur auxquels ils ont recours.

Cela nécessite également une solide compréhension des façons négatives dont les décideurs peuvent tirer avantage du simple fait de la participation des mouvements aux forums officiels, quelles que soient les informations échangées.

Par exemple, l'acte de participation militante confèrera-t-il de la crédibilité à un forum à un moment où les mouvements sociaux cherchent à en réduire la crédibilité ?

Va-t-il involontairement renforcer le fantasme selon lequel les États et les décideurs politiques sont capables de s'attaquer aux causes profondes de la déforestation, pourvu qu'ils disposent d'informations correctes et de la « volonté politique » ?

Des militants n'ont pas toujours pris la peine d'exercer de telles compétences d'anticipation stratégique et d'évaluation politique à long terme des contextes dans lesquels les connaissances sont partagées.

Au lieu de cela, beaucoup ont tendance à simplement supposer qu'il est nécessairement positif pour les mouvements populaires d'identifier les racines de la crise dans un forum public ou privé – ou de s'efforcer d'insérer un peu de texte critique dans un document de politique, quel que soit l'instance dans lequel cette identification intervient, ou le texte dans lequel la critique apparaît, et quelle que soit la nature des joutes oratoires qui s'ensuivent. Par conséquent, de nombreux militants supposent qu'aucune réflexion n'est nécessaire sur le contexte.

Cela peut conduire à un manque de discernement dans le choix des instances dans lesquelles les discussions sur la crise forestière sont menées, à une dispersion des énergies du mouvement et à un renforcement involontaire des causes profondes de la déforestation. Cela peut également entraîner des surprises et des déceptions inutiles lorsque les conclusions d'une étude comme le rapport de 1999 « S'attaquer aux causes profondes de la déforestation » finissent par avoir un impact aussi limité sur la politique forestière.

Les « lacunes dans les connaissances » ne sont pas non plus nécessairement la raison primordiale qui empêche les environnementalistes de la classe moyenne ou les ONG influentes comme l'Environmental Defense Fund, le Fonds mondial pour la nature (WWF) ou The Nature Conservancy de

pouvoir, dans l'ensemble, faire cause commune efficacement avec les défenseurs des forêts sur le terrain.

Bien sûr, une bonne information sur les causes profondes de la déforestation est toujours nécessaire pour s'efforcer de rompre des alliances néfastes et de construire des alliances plus constructives.

Mais ce n'est pas suffisant. Il est plus important d'être déterminé à comprendre les hiérarchies et les loyautés de classe, de race et de genre, les structures de financement dangereuses, les logiques bureaucratiques, les préjugés culturels et politiques, et les fantasmes qui structurent le comportement des personnes qui travaillent dans les entreprises et les institutions étatiques ou internationales.

Une raison particulièrement importante pour laquelle les mouvements forestiers doivent faire preuve de discernement dans leur choix des instances de discussion est que leurs adversaires les plus astucieux ont appris à apprécier les critiques émises contre les politiques et les pratiques forestières destructrices et à s'en servir pour s'immuniser contre une opposition plus sévère. « Ce qui ne vous tue pas vous rend plus fort », dit le vieil adage.

De grandes entreprises et des organisations telles que la Banque mondiale sont souvent devenues plus résilientes suite à des accrochages avec des écologistes, en raison de leur capacité à adapter bon nombre des signes extérieurs de la résistance populaire à leurs propres fins et fantasmes.

En l'absence des pressions exercées par les mouvements forestiers, par exemple, comment le capital et ses agents et régulateurs auraient-ils pu trouver la motivation ou les matériaux pour forger de nouvelles armes comme les labels verts, l'échange de services écosystémiques, l'économie environnementale, les procédures de consentement libre, informé et préalable, etc. ? Tous ces éléments, comme indiqué ci-dessus, font désormais partie de l'arsenal déployé par les forces de la déforestation et de la dégradation des forêts.

## Quels sont les dangers de la participation à de tels forums politiques ?

Il peut être imprudent de participer à des forums politiques sans comprendre la puissance relative et l'orientation des forces qui détermineront comment cette participation sera finalement utilisée. En l'absence d'efforts collectifs pour prévoir ces résultats, les alliances peuvent être affaiblies.

Les dangers peuvent être illustrés par des événements tirés de la propre expérience du WRM. Dans les années 1990 et 2000, différents membres du Comité consultatif du WRM des pays du Nord ont insisté pour continuer à échanger des informations et des opinions au sein de certains forums forestiers internationaux malgré les appels de groupes de terrain et d'autres alliés du WRM à ne pas le faire.

Ces derniers exprimaient la crainte que, en donnant implicitement de la crédibilité à ces forums en question, les membres du Conseil en question fragilisent les positions du mouvement dans les négociations et les manœuvres locales spécifiques et délicates dans lesquelles ils étaient engagés.

Même si toutes les personnes impliquées étaient d'accord sur la nature de ces menaces pesant sur la forêt, deux théories radicalement différentes de la stratégie politique étaient à l'œuvre.

Les membres du conseil d'administration des pays du Nord étaient au moins en partie motivés par la théorie politique selon laquelle la diffusion d'informations correctes sur les forêts ne pouvait qu'aider les mouvements populaires, quelle que soit la nature de l'instance. L'idée était que « chaque petit geste compte ».

Ils ont également exprimé ouvertement leur conviction que la seule façon de « dialoguer » avec les acteurs du forum était de les confronter dans leur propre environnement protégé à des analyses et des demandes de changement opposées.

Les groupes de terrain, en revanche, avaient une compréhension beaucoup plus sophistiquée de la *realpolitik*. Ils savaient que l'information n'est jamais une simple information, mais fait toujours partie d'un jeu politique complexe qui peut lui donner différents types de signification. Ils avaient également suffisamment d'expérience pour comprendre qu'il existe beaucoup d'autres manières de « dialoguer » avec les entreprises et les États que de simplement en faire la demande dans leurs propres cadres privilégiés – faire des observations orales sur la politique, ajouter des dispositions pour des « garanties », etc.

Par exemple, ils savaient que refuser de participer à un forum est une façon de « dialoguer » avec ce forum, à condition que des sources extérieures de force politique soient disponibles.

C'est ce type d'expérience pratique que l'organisation équatorienne *Acción Ecológica* a citée lorsqu'elle s'est opposée en 2002 aux négociations d'une ONG internationale en faveur de la « responsabilité des entreprises », de « nouveaux critères d'investissement », d'« accès à l'énergie », etc. – qui tendaient toutes à se concentrer sur l'ajout de « textes » à diverses politiques – « affaiblissaient dans les faits [leurs] efforts » visant à « empêcher les entreprises d'entrer dans [leur] pays », de « voler [leurs] ressources », d'« introduire des organismes transgéniques » et de « porter atteinte à [leur] souveraineté » :

« Nous comprenons qu'une organisation du Nord ne puisse pas concevoir un monde sans grandes entreprises, mais ce n'est pas vrai dans notre cas. Dans nos pays, le développement autocentré est toujours possible grâce aux économies communautaires et une grande partie des marchés est informelle. Des millions de personnes vivent encore de l'artisanat, de la petite agriculture ou de la pêche côtière. Nos problèmes économiques, sociaux et environnementaux proviennent précisément de la mise en œuvre d'économies de marché dont les armes sont les grandes entreprises. »

Malgré cette terminologie, ce n'est pas seulement la participation des « organisations du Nord » à certains types de discussions politiques qui peut

nuire au travail des partenaires du mouvement.

Par exemple, dans les années 1990, du fait de son engagement croissant à soutenir les gouvernements du Sud dans les instances politiques internationales, un réseau de pays du Sud n'était plus en mesure de faire preuve de solidarité avec les mouvements autochtones et d'autres mouvements qui devaient souvent s'opposer aux politiques de ces gouvernements. Cela est devenu un sujet de préoccupation pour de nombreuses organisations. En conséquence, ce réseau a accepté de renoncer à être l'hôte du secrétariat du WRM et ne joue plus un rôle actif au sein de cette organisation.

Les efforts ultérieurs de ce réseau et d'autres ONG visant à isoler divers éléments du traité sur le commerce du carbone du Protocole de Kyoto pour les approuver les ont également mis en contradiction avec différents mouvements de terrain luttant contre les marchés du carbone.

En bref, pour évaluer ce que cela pourrait signifier de transmettre des informations, des analyses ou des demandes à un forum politique particulier, il est toujours nécessaire d'examiner dans quelle mesure les « règles du jeu » en vigueur déterminent ce que ces informations signifieront dans le contexte.

Pour prendre encore un autre exemple, une agence des Nations Unies ou un autre organisme international informera souvent les représentants des mouvements forestiers qu'ils ne seront autorisés à parler que pendant deux minutes et qu'ils ne devront pas « parler trop fort » (pour citer Dercy Teles, une dirigeante syndicale de l'État d'Acre au Brésil).

En effet, cela indique aux militants que la signification politique de leurs discours ne sera pas « dans » le texte de ce qu'ils disent réellement.

Au lieu de cela, leur intervention sera changée en quelque chose comme : « Merci beaucoup. J'ai été généreusement autorisé à participer, et je sais que vous tiendrez compte de la façon dont ce que je dis pourrait profiter

à vos projets. Mais je sais que vous avez peu de chance de vraiment me comprendre ou me respecter. Et ça me va parfaitement ! Ce n'est pas grave. »

En décidant de participer ou non, les militants doivent évaluer à l'avance s'il sera possible, en alliance avec d'autres, de subvertir ce sens de leurs déclarations, loin de l'effet escompté par les organisateurs du forum. Et de même pour les soumissions écrites aux procédures de consultation officielle ou organisée par les entreprises.

## **Comment le travail sur les politiques peut-il être intégré dans une stratégie politique plus globale ?**

Il y a encore bien d'autres raisons de remettre en question l'idée selon laquelle le problème des politiques et pratiques forestières nationales ou internationales officielles tient au fait que les décideurs politiques « manquent des connaissances nécessaires » sur les causes profondes de la déforestation et de la dégradation des forêts.

On peut même dire que l'une des faiblesses de – par exemple – la campagne actuelle de WRM critiquant les plantations industrielles d'arbres, est qu'elle semble s'appuyer un peu trop sur l'hypothèse que le problème tient en grande partie au fait qu'un nombre insuffisant de personnes – ou du moins de personnes au pouvoir – comprend que « les plantations ne sont pas des forêts ».

Le problème est qu'il semble y avoir peu de raisons de penser que des technocrates ordinaires, par exemple, de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ne « savent » pas que les plantations ne sont pas des forêts. Ni que, s'ils le savaient, la FAO formulerait de meilleures politiques.

La réalité est que même si chaque fonctionnaire de la FAO comprenait et approuvait le point de vue du WRM, la FAO aurait toujours d'énormes

incitations à ignorer et à déprécier ses propres connaissances. Par conséquent, dire simplement à la FAO et à d'autres organisations année après année que « les plantations ne sont pas des forêts » n'est pas en soi une stratégie de campagne.

Il ne s'agit pas de dire qu'il est inutile de compiler un document comme le rapport de 1999 *S'attaquer aux causes profondes* ou de diffuser des slogans tels que « les plantations ne sont pas des forêts ».

Il s'agit plutôt de dire que ces interventions doivent être intégrées dans une stratégie globale cohérente de construction de nouvelles alliances qui fonctionnent selon des règles de base différentes de celles qui régissent les forums politiques et peuvent donc mobiliser différents types de leviers.

En d'autres termes, ce n'est pas une stratégie de campagne efficace simplement de composer un « texte », de définir une « position » ou de formuler une « demande », puis de l'insérer dans n'importe quel forum accessible ou d'organiser un buzz sur les réseaux sociaux en supposant que cela aura toujours le même effet.

Ce ne sera pas le cas. Parfois, un texte de ce type constituera une menace ou un avertissement pour ceux qui détiennent l'autorité. Parfois, ce sera une tactique pour embarrasser ou discréditer des entreprises ou des États. Parfois, ce sera une ouverture dans une stratégie juridique complexe. Parfois, ce sera une tactique pour attirer l'attention des médias. Parfois, ce sera un appel à des personnes extérieures qui ne sont pas présentes. Parfois, ce sera un moyen d'unifier différents courants de résistance. Parfois, ce sera une méthode de sabotage. Parfois, ce ne sera qu'une manière de stimuler et d'organiser les réflexions internes du mouvement.

La capacité d'un texte à faire une différence et la nature de cette différence dépendent du contexte plus général dans lequel il s'intègre.

Pourtant, si les militants doivent se garder de simplement supposer qu'une contribution à un forum politique sera toujours tactiquement utile, ils ne

doivent pas non plus conclure que cela sera toujours tactiquement inutile.

Comme Tom Goldtooth, membre du Indigenous Environmental Network et du comité consultatif du WRM, Frank Luvanda de la Fondation Suhode en Tanzanie, et d'autres amis du WRM l'ont fait valoir, les mouvements populaires ne peuvent pas exclure à l'avance la possibilité qu'une présence dans un forum politique particulier puisse s'avérer utile ou nécessaire à certains moments. Cependant cela n'est vrai que dans la mesure où cette présence a une fonction dans des stratégies plus globales soigneusement réfléchies.

Ce n'est pas parce que la participation à des instances politiques internationales constitue le « seul » moyen de « dialoguer » avec les entreprises ou l'État. Ce n'est pas parce que l'alternative serait de « ne rien faire et de rester assis dans nos fauteuils » (ce qu'a dit mot pour mot un réseau d'ONG du Sud anciennement associé au WRM). Ce n'est pas parce que ces « instances nous ont invités et c'est une opportunité » ; ou qu'« ils nous paient, et que peut-être que nous pourrions utiliser l'argent pour nos propres objectifs ».

Emmanuel Elong, de Dibombari, au Cameroun, un leader dans la lutte contre les plantations de palmiers à huile de la multinationale SOCFIN en Afrique centrale, est un militant qui souligne l'importance d'avoir une stratégie claire à l'esprit lors de la participation aux forums internationaux.

Pour E. Elong, il est clair que les forums internationaux ont de la valeur principalement parce qu'ils fournissent des moyens indirects de faire pression sur les autorités locales en faveur de la protection des droits communautaires (c'est-à-dire en leur faisant savoir qu'elles sont surveillées de l'étranger) ou pour aider des acteurs locaux à obtenir de nouveaux moyens pour faire leur propre travail.

Mais ces avantages doivent être mis en balance avec le temps et le labeur considérables nécessaires pour participer à ces forums mondiaux. Il faut par exemple beaucoup d'efforts pour faire connaître l'expérience locale en

Afrique rurale à un public éloigné vivant en milieu urbain.

Il faut également beaucoup d'efforts pour contrer les dommages que d'autres participants à la même réunion pourraient causer à la protection des forêts. Des organisations telles que le WWF, par exemple, sont connues pour participer à des instances internationales afin de soutenir les efforts de conglomérats comme SOCFIN, qui visent à obtenir l'aval de la Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO).

Quels que soient les avantages qui pourraient découler de la participation aux instances politiques internationales, ils doivent également être mis en balance au cas par cas avec les contraintes qu'elle fait peser sur l'agenda des responsables des communautés locales elles-mêmes.

Shrishtee Bajpai est un jeune chercheur militant qui travaille avec les communautés de Korchi, dans l'État du Maharashtra, en Inde. Ces dernières doivent simultanément faire face à des sociétés minières, des mégaprojets, des politiques de conservation excluantes, des conservationnistes, des modèles de patriarcat profondément ancrés et des préjugés anti-advansi (autochtones), et le défi consistant à tirer parti des opportunités restantes offertes par la loi indienne de 2006 sur les droits forestiers (Forest Rights Act). S. Bajpai souligne que dans de tels contextes, ce qui est crucial pour l'autonomisation c'est « la réflexion, pas la réaction » – y compris la réflexion sur « qui nous sommes » et pourquoi certaines institutions sont ce qu'elles sont.

Cela prend du temps, de la confiance, des efforts de recherche, une attention quotidienne soutenue aux processus et aux divisions internes, un attachement patient aux efforts visant à étendre les réseaux et les espaces politiques, et une volonté d'admettre qu'il n'y a « aucun lieu idéal à atteindre, mais plutôt un processus en spirale de luttes et de transformations ».

Peu de choses comme celles-ci peuvent trouver une place dans les emplois du temps des militants déterminés à participer régulièrement aux instances politiques internationales.

Son compatriote militant indien Pravin Mote, tout en ne rejetant pas ces forums, donne également la priorité au travail de terrain. P. Mote note que c'est du contact direct avec d'autres luttes similaires et leurs stratégies que les communautés tirent le plus souvent des enseignements et des bénéfices.

Son analyse est partagée par Manoel Edivaldo Santos Matos, le leader syndical vétérinaire de Santarém au Brésil. Santos reste ouvert à l'idée de participer à tout forum où des questions clés peuvent être discutées, mais souligne également que le vrai problème est le renforcement des communautés.

Dans toute négociation, ajoute-t-il, il est crucial de savoir qui est qui. Qui est, en dernière instance, du côté des travailleurs ? Qui est, en dernière instance, du côté du capital ? À bien des égards, observe Santos, cela est devenu plus difficile au cours des 20 dernières années. « Les gens qui disent qu'ils vous soutiennent, souligne-t-il, sont parfois les plus dangereux. »

En outre, la diffusion accrue des médias de toutes sortes a renforcé la dépendance du débat public dans les instances internationales et ailleurs vis-à-vis de données produites en masse et souvent trompeuses. Les gens sont désorientés et leurs analyses s'affaiblissent, note Santos, ce qui donne un avantage aux entreprises.

Si Santos considère que les mouvements autochtones se sont renforcés au fil du temps, à l'ère du président brésilien Jair Bolsonaro, ils sont désormais confrontés à de nouvelles attaques. Ces attaques, comme en Inde, sont coordonnées avec de nouvelles attaques contre le travail et une relance du soutien à l'agro-industrie.

Pour Soumitra Ghosh, du Bengale occidental, un argument en faveur de la participation à des projets de politique internationale qui sonne particulièrement faux – au moins dans le contexte de la forêt indienne – est que « nous pourrions utiliser l'argent et les opportunités de voyage qui sont offertes pour poursuivre nos propres objectifs ».

S. Ghosh attire tout particulièrement l'attention, non pas sur les Nations Unies ou d'autres organisations intergouvernementales elles-mêmes, mais plutôt sur des ONG internationales bien connues, bien intentionnées et théoriquement indépendantes, qui sont désireuses de recueillir les contributions des pays du Sud et des organisations de terrain pour les processus d'élaboration des politiques internationales.

On peut supposer que ces organisations seraient d'accord avec bon nombre des conclusions de S'attaquer aux causes profondes. Pourtant, en ne mettant pas ces conclusions à profit dans des contextes stratégiques efficaces, fait valoir Ghosh, elles contribuent souvent à une « perte de souplesse » dans les organisations de terrain.

Par exemple, ces organisations peuvent devenir trop dépendantes de la réalisation de contributions écrites pour les bibliothèques forestières des ministères et des agences internationales, au détriment d'un travail efficace sur le terrain.

Si un trop grand nombre de militants de terrain deviennent des représentants d'ONG dans des forums politiques plutôt que des stratèges s'efforçant de créer des liens politiques et une force politique sur le terrain, ajoute Ghosh, les luttes forestières en pâtissent. Les dirigeants locaux tentés de se lancer dans des carrières internationales « touche à tout » ont moins de temps pour les échanges locaux et l'organisation des mouvements.

Ghosh cite sa propre ONG comme exemple d'une organisation dont l'efficacité a été impactée négativement lorsqu'elle a essayé de concilier son travail de terrain avec les opportunités de financement offertes par les relations internationales avec des ONG. Cela est devenu un frein au travail de son organisation d'avoir à communiquer autant de « faits » à des organismes extérieurs (y compris des données sur les causes profondes de la déforestation) et de démontrer qu'elle aboutit à des « résultats tangibles ».

Les avertissements de Ghosh au sujet de « l'ONG-isation » internationale des mouvements populaires trouvent certains échos dans le témoignage

de Dercy Teles, une dirigeante syndicale de l'État d'Acre au Brésil.

Dercy Teles est impliquée dans les dans des luttes forestières depuis de nombreuses décennies. Elle conclut de sa longue expérience au Conselho Nacional de Seringueiros (Conseil national des récolteurs de caoutchouc) que les organisations de la société civile ne devraient pas essayer de devenir des assistants des bureaucraties d'État. Elle ajoute que les organisations syndicales ne devraient pas non plus assumer le rôle de mise en œuvre de la politique de l'État.

Par exemple, si les syndicats contribuent à promouvoir un style d'éducation urbain chez les travailleurs du caoutchouc en Amazonie – conçu pour les préparer à l'emploi dans les villes –, cela revient à ignorer la réalité, à savoir que « nous avons un type d'éducation différent ». C'est aussi une erreur, dit D. Teles, de la part d'organisations syndicales d'accepter la gestion de gros budgets propices à la corruption.

Les auditions du California Air Resources Board (CARB) qui se sont tenues à Sacramento, aux États-Unis en septembre 2019 ont été un exemple révélateur de la manière dont la participation aux forums politiques doit être subordonnée à des considérations stratégiques plus globales.

L'audience a été présentée comme une façon pour le CARB de décider d'adopter ou non la California Tropical Forest Standard comme méthodologie pour évaluer et légitimer des programmes de type REDD+ menés à l'extérieur des frontières de la Californie.

Le personnel du CARB avait déjà clairement indiqué au cours d'années d'échanges avec des militants et des experts que le CARB n'avait aucun intérêt à lutter contre la déforestation. Il ne souhaitait pas non plus rejoindre des mouvements qui cherchent à la freiner.

Ce que le CARB souhaitait obtenir, c'était l'autorisation officielle d'utiliser les forêts dans des régions comme l'État d'Acre, au Brésil et au Chiapas, au Mexique, pour produire des autorisations de polluer bon marché destinées

aux entreprises californiennes, en application de la législation de l'État sur le réchauffement climatique.

Les militants des forêts qui ont choisi de participer à l'audience de 2019, comme Miriam Cisneros de la communauté quéchua de Sarayaku en Équateur et Jutta Kill de WRM (dont beaucoup avaient cette fameuse limite de deux minutes de temps de parole pour leurs présentations), n'avaient aucune illusion sur le fait que les auditions avaient été organisées à d'autres fins que de poursuivre cet objectif.

De plus, le CARB savait qu'ils le savaient. Et ces militants savaient à leur tour que le CARB savait qu'ils le savaient. Toutes les parties ont compris que les auditions n'avaient rien à voir avec une discussion argumentée sur les causes de la déforestation.

C'était plutôt un théâtre pour des démonstrations rituelles de pouvoir. La question était de savoir quel effet la pièce jouée dans la salle des auditions aurait sur la couverture médiatique et l'attitude des contribuables californiens.

Cette pièce conférerait-elle une autorité morale aux efforts de Sacramento visant à aider les industriels californiens à continuer à utiliser des combustibles fossiles ? Ou renforcerait-elle plutôt l'opposition populaire à l'intérieur et à l'extérieur des frontières de l'État d'une manière qui poserait problème aux bureaucrates de Sacramento ?

Aucun opposant à la Norme ne s'attendait sérieusement à ce que le CARB réponde aux informations ou analyses sur les causes profondes de la déforestation. Ils savaient que le CARB ne réagirait qu'aux démonstrations physiques de force et d'unité internationales.

Ces démonstrations de force consistaient notamment en une résistance physique aux projets REDD+ qui avaient déjà eu lieu sur divers continents. Participaient également à ces démonstrations les T-shirts rouges rebelles arborés par des adversaires de la Norme présents à la réunion.

Appartenaient également à cette catégorie les menaces économiques implicites vis-à-vis des sociétés californiennes, les menaces à la réputation des bureaucraties qui coopèrent avec elles, et les menaces sur les moyens d'existence des différents fonctionnaires individuels travaillant à l'intérieur de ces bureaucraties.

Il est bien sûr trop difficile d'évaluer exactement les effets qu'a pu avoir la participation des militants des forêts à ce forum politique international.

Ce qui est certain, cependant, c'est que ces effets, si leur existence est avérée, ne seront pas dus à l'« opportunité » offerte aux militants par le CARB de « soumettre des éléments probants » ou d'« engager un dialogue » dans le cadre d'un processus REDD+ selon des conditions posées par le CARB dans le cadre de l'environnement protégé du CARB lui-même à Sacramento.

Ils seront plutôt le résultat des stratégies globales des militants qui consistent à tourner les règles du jeu du CARB à leur avantage, à comprendre et à affronter les fantasmes qui servent de principes de base au CARB, et à « dialoguer » simultanément avec les entreprises par d'autres moyens plus globaux et plus conflictuels à travers le monde.

## Remarques de conclusion

Les leçons et observations de cette note d'information peuvent être utiles non seulement pour répondre à la question de savoir avec qui les groupes et les militants engagés dans le soutien aux luttes des peuples autochtones et des autres communautés forestières pour mettre fin à la déforestation et défendre leur territoire devraient consacrer le plus de temps et comment ils pourraient s'adresser à eux.

Elles peuvent également être utiles pour décider de la manière de répondre aux demandes incessantes des fonctionnaires et des grandes entreprises de leur fournir des « alternatives » acceptables en fonction de leurs besoins.

Comme on l'a remarqué plus haut, les décideurs politiques et les entreprises privées déploient des efforts constants pour réinterpréter les actions des mouvements de résistance comme des « critiques d'un modèle » ainsi que des « propositions de modèle alternatif ». Mais ce n'est généralement pas ce qu'ils sont. Et dans l'ensemble, il est néfaste pour les mouvements populaires de consentir à de telles réinterprétations.

En résumé, il peut être tout aussi antidémocratique et autodestructeur pour les mouvements forestiers d'approuver la théorie politique selon laquelle l'action consiste à mettre en œuvre des « alternatives », car cela revient pour eux à soutenir la fiction selon laquelle les « décideurs » peuvent – ou devraient – décider de l'avenir après avoir reçu des informations « vraies et correctes » de la part des mouvements populaires.

Pour les luttes populaires, le gros problème n'est pas que personne n'a donné aux autorités de bonnes « alternatives », pas plus que personne ne leur a donné des « informations » appropriées. Le monde ne se résume à la mise en œuvre d'un ensemble de plans et de modèles, c'est quelque chose de beaucoup plus complexe.

C'est une raison importante pour laquelle, aujourd'hui, le WRM a plutôt orienté ses efforts vers la facilitation et l'élaboration de stratégies d'alliances, d'échanges, de discussions et d'autres processus horizontaux entre les différents mouvements populaires eux-mêmes.

